

Pascal Lamy : « Les quotas à l'immigration en Europe sont inévitables »

ENTRETIEN

Président d'honneur du think-tank Notre Europe-Institut Jacques Delors, l'ancien commissaire européen et directeur de l'Organisation mondiale du commerce s'exprime sur les urgences auxquelles l'Europe est actuellement confrontée, de l'immigration massive aux éventuelles sorties de la Grande-Bretagne et de la Grèce, de l'Europe et de l'euro. Ce grand connaisseur de la mondialisation explique pourquoi il a accepté de diriger, pour le compte de l'Etat, la candidature de Paris à l'Exposition universelle de 2025.

PROPOS REÇUS PAR
MARIE-LAETITIA BONAVITA [@mlbon](#)
ET JEAN-PIERRE ROBIN [jprobin@lefigaro.fr](#)

LE FIGARO. - Face à la vague de migrants en Europe, Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, vient d'annoncer la mise en place de quotas. Est-ce la solution ?

Pascal LAMY. - C'est un problème très difficile auquel il serait dangereux de laisser croire qu'il existe une réponse simple. La Commission s'inspire finalement, pour les réfugiés, qui ne sont pas tous les immigrants, de ce que font tous les pays qui ont une culture de l'immigration, États-Unis, Australie, Canada. Sauf que l'Europe n'a pas cette culture de l'immigration ; historiquement, elle a plutôt été une zone d'émigration.

Mais les quotas Juncker portent sur une répartition des immigrants entre les 28 pays de l'Union...

Les deux choses sont liées, les quotas de réfugiés et leur répartition entre les différents pays européens. La proposition Juncker fait sens, à ceci près qu'il va arranger les pays, comme l'Allemagne, l'Italie ou la Suède, qui actuellement accueillent plus de réfugiés que la moyenne, alors que d'autres États comme la France se trouvent dans la situation inverse et devraient en recevoir plus à l'avenir. Les négociations s'annoncent difficiles, mais c'est une étape nécessaire dans ce basculement vers une culture de l'immigration, qui paraît inévitable, principalement pour des raisons démographiques. L'Union européenne va perdre près de 20 millions de personnes en âge de travailler dans les dix ans qui viennent. En France, c'est sans doute plus difficile à admettre qu'ailleurs, en raison de notre population qui continue de progresser, à la différence de la plupart de nos voisins. Mais ce basculement dans une culture de quotas à l'immigration me paraît inévitable à échéance de dix ou vingt ans.

L'immigration est également un sujet de discorde entre les Britanniques et le reste de l'Europe....

Et là on est dans la confusion totale, entretenue par l'Ukip, le parti antieuropéen, en Grande-Bretagne et par d'autres mouvements en Europe. On mélange deux choses qui n'ont rien à voir. D'un côté, le problème de la porosité des frontières extérieures, qui se pose partout dans le monde. Et de l'autre le principe fondamental de la libre circulation des personnes à l'intérieur de l'Union. Les deux choses n'ont rien à voir, et c'est d'autant plus vrai en Grande-Bretagne qui ne fait pas partie de la « zone Schengen » !

En Grande-Bretagne, David Cameron, qui vient d'être réélu, a confirmé le maintien d'un référendum sur une éventuelle sortie du pays de l'Union européenne. Que cherche-t-il ?

Le premier ministre est resté, à dessein, peu clair sur ce qu'il entend demander à ses partenaires de l'Union. Même la date du référendum reste à définir ; il semble désireux d'avancer au second semestre 2016 pour surfer sur sa victoire électorale. Sans doute veut-il plus de libéralisme et moins de fédéralisme dans le fonctionnement de l'Europe. Mais son souhait, que je crois sincère, est de rester dans l'Union européenne. Pour cela, ayant de poser la question aux Britanniques, il devra obtenir une majorité au Parlement, malgré la soixantaine de députés pro « Brexit » issus de son propre parti. Par ailleurs, il est improbable qu'il puisse obtenir des modifications aux traités européens, car il serait impossible qu'elles soient décidées et ratifiées par 27 autres pays avant son référendum, même s'il devait se tenir en 2017 ! Il lui faudra donc obtenir des changements dans le cadre des traités actuels, ce qui en limite la portée.

Finalement, c'est la City qui semble la plus désireuse de rester dans l'Union européenne ?

Les financiers de la City sont très inquiets d'une éventuelle sortie de l'Europe, au point que nombre d'entre eux étaient prêts à voter pour les travaillistes, qu'ils détestent par ailleurs, mais qui leur assuraient pendant cinq ans la garantie de rester dans l'Europe. Ils savent qu'ils devraient abandonner des pans entiers d'activité, aujourd'hui à Londres, et qui seraient alors transférés sur le continent.

David Cameron peut-il obtenir plus de libre-échange dans le fonctionnement de l'Europe, y compris dans les relations extérieures, à travers le Traité transatlantique sur le commerce et l'industrie (TTIP) ?

L'horizon temporel du TTIP est différent, plus lointain. Il s'agit moins de réduire les mesures qui protègent les producteurs que les différences dans la manière de protéger les consommateurs. On est moins dans la protection et plus dans la précaution. Ces négociations prennent des années, car les réticences des opinions publiques sont importantes, surtout en Allemagne qui, d'ordinaire, n'est pas protectionniste. Quant au grand marché intérieur unique auxquels les Britanniques sont très attachés, 80 % du chemin a été accompli depuis trente ans pour harmoniser les normes et les standards pour les produits manufacturés et seulement 40 % pour les services. Beaucoup reste donc à faire. Mais cela va au-delà des échéances 2016 ou 2017.

Il y a un état d'esprit collectif en France qui est formaté par son histoire, sa géographie, les institutions, les traditions : on a à l'égard des réformes la même réticence que les Anglais ont à l'égard de l'Europe.

Les Britanniques sont très mécontents du fonctionnement actuel de l'Europe. Dans quels domaines veulent-ils obtenir des changements ? Les Britanniques ne sont pas dans la zone euro, et ils considèrent que celle-ci ne marche pas suffisamment bien actuellement. Ce qu'ils redoutent, c'est qu'une évolution vers plus d'union budgétaire et d'union politique, dont ils seraient exclus dans lesquelles ils ne veulent pas entrer, finisse par leur nuire. Ils veulent donc obtenir des garanties qu'ils ne se seront pas marginalisés.

Cela ne risque-t-il pas de tirer la construction européenne vers le bas ? Il y a effectivement un risque. Mais il y a des solutions, une Europe à géométrie

variable est tout à fait possible. La zone euro peut continuer dans la voie du fédéralisme tout en cohabitant avec la Grande-Bretagne. Personnellement, je suis de ceux qui considèrent que si les Anglais sortaient de l'Union européenne, ce serait une catastrophe. Pour des raisons historiques, pour ce que signifie la construction européenne pour elle-même et aux yeux du reste du monde, pour ce qu'elle exprime en termes de valeurs civilisationnelles, j'estime qu'il est indispensable que la Grande-Bretagne continue à participer à ce processus. Quels que soient les mérites et les nécessités d'un couple franco-allemand, ce serait très compliqué sans les Anglais. Par ailleurs, combien de fois, lors de conversations avec des dirigeants asiatiques et de pays du Commonwealth, on m'a dit, « L'intégration européenne a produit deux miracles. D'une part, plus de guerre entre la France et l'Allemagne et, d'autre part, l'Angleterre est rattachée au continent. » La moitié de ce miracle s'évaporera !

Une autre sortie est encore plus à l'ordre du jour, celle de la Grèce de l'euro, le « Grexit » ?

Cette sortie serait moins catastrophique, par son ampleur, que la sortie de la Grande-Bretagne de l'Europe. Mais elle n'est désirée ni du côté de la Grèce ni du côté des 18 autres pays de la zone euro. La question n'est pas de savoir si la Grèce sortira de l'Europe, mais à quelles conditions elle peut rester dans l'euro. C'est af-

des chaines de valeurs que sont les flux transfrontaliers de biens et de services avant que ceux-ci arrivent à bon port. Au cours des vingt dernières années, ces chaînes de valeurs se sont fortement étendues sous l'effet des unifications allemande, européenne, des délocalisations vers Europe de l'Est, de l'intégration des systèmes de production en Asie et désormais en Afrique ou en Amérique latine, principalement sous l'effet des progrès des technologies de l'information. Aujourd'hui, ce rythme d'expansion ralentit mais rien ne dit que cela dure. Des études intéressantes montrent, par exemple, que le développement des imprimantes 3D entraînerait de nouvelles relocalisations.

Comment comprendre que la France, qui bénéficie d'un système de redistribution important, soit la plus réticente face à la mondialisation ?

Voilà quarante ans que notre performance économique et sociale relative se dégrade. La partie déflagrante de cette différence de performances est dans le chômage. Et la partie la plus déflagrante du chômage est dans le chômage des jeunes. La raison de cette situation est que l'on a fait moins de réformes que les autres. Cela est dû à l'idoinsocrasie de notre classe politique de tous bords qui ne cesse de répéter que la France est un îlot de bonheur dans un monde malheur. À vrai dire, je ne suis pas sûr que les Français soient plus prêts aux réformes que leurs dirigeants. J'ai un peu mal à croire cela, car, en démocratie, les représentants expriment ce que veut le peuple. La vérité est qu'il y a un état d'esprit collectif en France qui est formé par son histoire, sa géographie, les institutions, les traditions. On a à l'égard des réformes la même réticence que les Anglais ont à l'égard

de l'Europe. Je ne sais pas si cela prendra dix, vingt ou trente ans, mais il faudra bien un jour recaler le GPS que la communauté des Français a en tête.

Faut-il s'inquiéter du rachat par les Chinois du port du Pirée ou encore de l'aéroport de Toulouse ?

Si Aéroports de Paris prend la gestion d'un des aéroports d'une ville de 20 millions d'habitants en Chine, on s'en réjouira. Alors pourquoi ne pas accepter l'inverse ? Cela nous arrange quand les Chinois voient au secours de PSA mais nous nous épouvançons quand il s'agit d'un aéroport français. S'il s'agit d'investissements considérés comme stratégiques, rien n'interdit aux autorités françaises de prendre des dispositions pour empêcher ces prises de participations, comme le font les Européens et les Américains. Depuis deux ans, le montant des investissements chinois en Europe est devenu supérieur à celui des investissements européens en Chine. Il faut s'attendre davantage encore dans les années à venir.

L'Institut Jacques Delors vient de publier une proposition sur l'apprentissage en Europe, pourquoi ?

Nous avons avec Jacques Delors et quelques amis élaboré un projet Erasmus Pro, l'équivalent pour l'apprentissage de ce qu'est Erasmus pour les étudiants, de manière à former et à employer un million de jeunes Européens en cinq ans. Une urgence absolue à nos yeux !

Manuel Valls vient de vous confier la mission d'organiser la candidature de la France à l'Exposition universelle de 2025. Pourquoi avoir accepté ?

D'abord parce que le premier ministre est un ami et que nous sommes d'accord sur beaucoup de sujets importants. Ensuite, parce que cette opération est potentiellement mobilisatrice car elle va faire travailler côté à côté des élus, des entreprises, la société civile et l'Etat... Enfin, parce que c'est une manière de dire au monde autre chose que « je te déteste » et de se faire entendre répondre « donc, je te m'apprécie ». Ce projet d'exposition rend possible la construction d'un narratif qui soit un peu moins décalé, pessimiste que celui qui nous habite pour le moment. Reste à l'incarner en trouvant un accord franco-français, ce qui s'avéra impossible lors des deux dernières tentatives en 1989 et en 2004. ■

(1) « *Quand la France s'éveillera* », Éditions Odile Jacob, 2014.

